«Déclaration de François ZOCCHETTO Président du groupe U (Sénat) et Philippe Vigier Président du groupe UDI (Assemblée nationale) dans le cadre de la consultation lancée par François Hollande sur la réforme territoriale »

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Déclaration de François ZOCCHETTO Président du groupe UDI-UC Philippe Vigier Président du groupe UDI (Assemblée nationale) dans le consultation lancée par François Hollande sur la réforme territoriale

Déclaration de Philippe Vigier, Président du Groupe Union des Démocrates et Indépendants de l'Assemblée nationale et de Président du Groupe Union des Démocrates et Indépendants – Union Centriste du Sénat, dans le cadre de la consultation l Hollande sur la réforme territoriale et de sa rencontre de cet après-midi avec les dirigeants centristes.

« Nous saluons la démarche républicaine d'ouverture et d'écoute du Président de la République et confirmons que nos groupes de l'intérêt supérieur du pays, soutiennent le principe d'une réforme ambitieuse de l'organisation territoriale.

Nous entendons ainsi être force de propositions dans cette réforme nécessaire pour lutter contre les dépenses publiques inuti revitaliser la démocratie locale, vitale pour que la France relève les défis de la mondialisation et retrouve une nouvelle croissance

Ensemble, nous plaidons pour une méthode claire et écrite, comprenant ces trois préalables et un calendrier précis, afin que ce les considérations partisanes, puisse enfin voir le jour et s'inscrive dans la durée. Cela seul garantira que la réforme territori l'intérêt général du pays.

Pour plus d'efficacité de l'action publique, de lisibilité et de proximité pour le citoyen, à un coût moins élevé pour le contribu territoriale est indissociable d'une analyse critique du bien-fondé et de l'efficacité des politiques publiques territorialisées, d'une r d'intervention de l'Etat et de son organisation locale, d'une réforme en profondeur de la fiscalité locale. A défaut, il s'agira circonstance et non d'une véritable réforme d'avenir.

Cette réforme territoriale ne doit pas être confisquée par l'Etat ou par les partis politiques : elle doit appartenir aux territoires et ne peut donc pas y avoir un modèle unique d'organisation territoriale, imposé d'en haut, à des territoires urbains, péri-urbains

territoires, qui en ont la légitimité, doivent pouvoir co-décider de la meilleure organisation à adopter.

Cette réforme doit concilier l'attente de proximité des Français et des Françaises avec la nécessité que nos territoires comptent a
Elle devra donc reposer sur une nouvelle articulation entre les échelons communaux et intercommunaux d'une part, et les échelo
et régionaux d'autre part. Au-delà des résultats déjà obtenus, l'intercommunalité doit notamment continuer à monter en puis
réaliste pour assumer de nouvelles responsabilités dans de bonnes conditions. En outre, l'échelon régional doit être renforcé.

Concernant le calendrier de la réforme, nous faisons part de nos inquiétudes et insistons sur le fait que, sans le respect des p
report des élections ne pourraient s'apparenter qu'à une manœuvre politicienne. Le Président de la République prendrait a
responsabilité de sacrifier cette réforme de structure indispensable au redressement de notre pays au profit de considérations pa

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC